



Voyage dans les méandres de la cave de l'ESCWA à Beyrouth

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 26 avril 2024
madaniya.info

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

1 - Le transfert de l'ESCWA d'Amman à Beyrouth, un cas d'école des jongleries diplomatico-financières de Rafic Hariri pour valoriser son patrimoine foncier.

Le transfert du siège de l'ESCWA d'Amman à Beyrouth a constitué un cas d'école des jongleries diplomatico financières de l'ancien premier ministre libanais **Rafic Hariri**, assassiné en 2005, en vue de valoriser son patrimoine foncier. Telle est du moins l'impression qui se dégage à la lecture du dossier consacré par le journal libanais Al Akhbar en date du 4 Août 2023 à cette affaire dans un dossier intitulé «La caverne de l'ESCWA» par allusion à «La caverne d'Ali Baba».

La Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale

(CESAO), ou ESCWA (Economic and Social Commission for Western Asia, basée à Beyrouth, est un organisme dépendant de l'ONU. Elle a été créée en 1973 pour encourager la coopération économique entre ses États membres. Telle est du moins théoriquement sa fonction. Mais au Liban, entre la théorie et la pratique, il existe un gouffre et cette agence spécialisée des Nations unies n'échappe pas à la règle à en juger par les révélations du quotidien libanais.

Faire revenir les institutions spécialisées de l'ONU à Beyrouth désertée lors de la guerre civile en vue d'encourager les investisseurs étrangers afin de relancer la réhabilitation urbaine de la capitale libanaise dévastée par 17 ans de conflit inter-factionnelle, et, par ricochet, valoriser le patrimoine foncier du premier ministre milliardaire, via son projet Solidere en voie de constitution: Tel était le projet de Rafic Hariri à son accession au pouvoir.

A- SOLIDERE

Solidere a été fondée le 5 mai 1994 sous l'autorité du Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) à l'initiative du premier ministre [Rafic Hariri](#). La Société Libanaise pour le Développement et la Reconstruction du centre-ville de Beyrouth, plus connue sous le nom de SOLIDERE est une société anonyme libanaise chargée de la reconstruction du centre-ville de [Beyrouth](#), après la fin de la guerre du Liban, en 1990.

La loi interdit à tout actionnaire d'acquérir plus de 10 % du capital de la société, directement ou indirectement. La part de Rafic Hariri dans la société a été un sujet controversé dans le paysage politique libanais, en ce qu'il était soupçonné de posséder une

participation majoritaire dans Solidere avant son assassinat en 2005, et la famille Hariri continue d'être un actionnaire principal aujourd'hui.

Sur **Rafic Hariri**, cf ces liens

- https://www.liberation.fr/tribune/2006/02/20/le-desequilibre-fait-partie-du-legs-de-rafic-hariri_30594/
- <https://www.renenaba.com/la-france-et-le-liban-le-recit-dune-berezina-diplomatique/>

Dès la formation de son gouvernement, le 30 septembre 1993, le milliardaire saoudo libanais se rend à New York. En marge de la session annuelle de l'Assemblée Générale des Nations Unies, M. Hariri rencontre M. Boutros Al Ghali, secrétaire général de l'ONU. L'entretien s'est déroulé en présence du ministre libanais des Affaires étrangères, Farès Boueiz, le propre gendre du président de la République libanaise de l'époque, M. Elias Hraoui, et de Khalil Makkawi, l'ambassadeur du Liban aux Nations Unies.

«Le retour des trois institutions spécialisées de l'ONU -ESCWA, UNICEF et UNRWA (Fonds de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) va rétablir la confiance sur la Place de Beyrouth et encourager les investissements», plaide M. Rafic Hariri auprès de ses interlocuteurs internationaux.

Les tractations vont durer 4 ans de 1993 à 1997, autour de la résolution du Conseil Economique et Social (ECOSOC) N°43/1994 en date du 29 juillet 1994 donnant mandat au Secrétaire Général de l'ONU d'envisager les modalités de transfert du siège permanent de l'ESCWA à Beyrouth sous réserve que ce transfert soit financé par des contributions extrabudgétaires, autrement dit par des contributions volontaires d'états membres, hors du budget voté par l'ONU pour le fonctionnement de cette instance.

Cette condition avait retardé de 4 ans la finalisation du projet de transfert.

Le 29 septembre 1994, Farès Boueiz annonce à M. Boutros Ghali que l'Égypte et les pétromonarchies du Golfe, à l'exception du Qatar, ont donné leur accord à cette formule.

B- La Tour Murr

Le Liban avait proposé la Tour Murr pour abriter les instances régionales de l'ONU et ceci ne relève pas du hasard. Michel El Murr a été le parrain financier des milices chrétiennes libanaises et le partenaire en affaires du milliardaire libano saoudien Hariri.

Son fils, Elias El Murr, l'inamovible ministre de l'intérieur du premier mandat du président Emile Lahoud (1998-2004), sera l'une des plus célèbres girouettes de la vie politique libanaise. En sa qualité de ministre de l'intérieur, il avait auparavant amplifié les liens du Liban à l'INTERPOL. Au-delà de toute mesure. Au-delà de toute décence. Sous sa direction, en effet, les dossiers de police partagés par le Liban dans les bases de données d'INTERPOL ont presque doublé en moins de trois ans. Autrement dit, l'homme a veillé, non à protéger ses concitoyens libanais, mais à transférer un important lot de la banque de données du renseignement libanais à Interpol pour un meilleur pistage de ces compatriotes. Pour prix de sa forfaiture, il sera gratifié de la présidence d'Interpol.

- Sur Elias El Murr : <https://www.renenaba.com/corruption-le-liban-un-pays-du-lait-et-du-miel-et-du->

Propriété de l'ancien ministre Michel Murr et de son frère Gabriel, la construction de cette structure de béton de près de 40 étages a commencé en 1974. A raison d'un étage par jour, la Tour est achevée en 1975, au début de la guerre civile. La tour est ainsi devenue une base pour les milices lors de la «bataille des hôtels» (septembre 1975), face à l'hôtel «Holliday inn» tenu alors par les miliciens phalangistes. Le chantier se poursuivra tant bien que mal durant la guerre civile, et la tour atteindra finalement sa hauteur actuelle, mais ne sera jamais achevée. En 1994, Solidere achète la tour aux frères Murr.

Par la suite, un litige éclate, bloquant les opérations de rénovation. Aujourd'hui encore, aucune solution n'est en vue. Le squelette de l'édifice perdure 34 ans après la cessation des hostilités, telle une cicatrice béante de la furie libanaise.

La Tour Murr disposait de la capacité d'abriter les bureaux des trois instances de l'ONU (ESCWA, UNICEF et UNRWA), mais curieusement, le choix final s'est porté sur la Place Riad Solh, prestigieuse place de la capitale libanaise située au pied du siège du nouveau gouvernement libanais édifié par le premier ministre et milliardaire saoudo libanais Rafic Hariri lui même.

En 1994, soit un an après le début des contacts avec l'ONU, le gouvernement libanais présidé par M. Hariri charge SOLIDERE, c'est-à-dire sa propre société, d'édifier dans ce secteur le siège de l'ESCWA. Et dans la foulée, M. Hariri informe l'ONU que l'édifice sera achevé à l'été 1996 et que le gouvernement qu'il préside prendra à sa charge une partie des frais de transfert du siège régional de l'ESCWA d'Amman vers Beyrouth.... Tant de générosité laisse pantois venant d'un pays exsangue, sinistré par une guerre meurtrière et terriblement destructrice.

Dans un rapport en date du 19 mars 1999, l'ESCWA précisera la ventilation des contributions destinées au financement du transfert, dont le montant total s'est élevé à 14,9 millions de dollars.

- L'ONU a contribué pour 2, 847.000 millions de dollars
- Le gouvernement libanais pour un million de dollar
- Le Koweït pour 500.000 dollars

Le reliquat, soit 10.564.121 millions de dollars a été avancé par le gouvernement libanais, via le ministère des Affaires étrangères, au titre d'un contributeur qui souhaitait garder l'anonymat.

Al Akhbar soutient toutefois que M. Hariri a demandé à Solidere d'avancer cette somme à titre d'une contribution anonyme, en sus du coût de l'édifice estimé à 35 millions de dollars.

Autrement dit, SOLIDERE a contribué pour 45 millions de dollars à l'édification du siège régional de l'ESCWA. En contrepartie, la firme libanais a bénéficié du contrat d'entretien du siège de l'institution régionale de l'ONU.

Mais le fait plus grave est que le contrat de location du siège de l'ESCWA était pris en charge par le gouvernement libanais. Un contrat qui a coûté en 25 ans (1997-2022) au budget libanais, 310 milliards de livres libanaises, soit 321 millions de dollars.

321 millions de dollars s'ajoutant au milliard de dollars, le coût de fonctionnement du Tribunal Spécial sur le Liban (tribunal Hariri), la «Communauté Internationale» a bon dos de nourrir la bureaucratie internationale aux frais du contribuable libanais, à bord de l'apoplexie financière du fait de la softwar de l'Otan contre le Liban, de la corruption de mafie libanaise et de la gestion corrosive de l'ancien gouverneur sulfureux de la Banque du Liban, Riad Salameh.

Le 16 août 2014, le nouveau gouvernement libanais, formé sous la mandature du président Michel Aoun, charge M. Gebrane Bassil, le nouveau ministre des Affaires étrangères, et lui aussi gendre du président, de négocier avec Solidere une révision du contrat de location de l'immeuble de l'ESCWA. Refus net de la firme libanaise considérant une telle requête comme un crime de lèse-majesté, en ce qu'il remettait en cause l'action de Rafic Hariri, considéré par bon nombre de libanais comme «le martyr du Liban».

Qu'importe. L'État libanais paiera. Le pays, dont près de 60 pour de la population se trouve au seuil d'une extrême pauvreté, saignera encore plus. Normal puisque depuis plus d'un quart de siècle, son gouvernement est dirigé par des premiers ministres milliardaires: Outre Rafic Hariri, Fouad Siniora, Saad Hariri et Najib Mikati.

C- Du martyrologe libanais

Tous les continents regorgent de personnages charismatiques, héros mythiques tombés sur le champ d'honneur du combat politique, mais nul part ailleurs qu'au Liban le culte des martyrs ne prend une telle ampleur au point que la vénération posthume des chefs de clan, la plupart fourvoyés dans des causes perdues, ressortit d'une industrie du martyrologe, une rente de situation pour les ayants droits, un passe droit permanent.

Le martyr est commun à tous les peuples de la planète, mais sa redondance est une spécialité libanaise. Peu de famille demeure dans la sobriété. Beaucoup verse dans l'ostentation. Le martyr est brandi comme un trophée, sous le halo du martyr couve en fait une vaste mystification.

Pour aller plus loin sur ce thème, cf ces deux liens:

- <https://www.renenaba.com/le-martyrologe-libanais/>
- <https://www.renenaba.com/le-martyrologe-libanais-2/>

Pour le locuteur arabophone, [cf ce lien: 1 ère partie](#)

II - Les préconisations de l'ESCWA: Ne mécontentez pas les États-Unis d'Amérique.

L'ESCWA a un rôle purement consultatif. Ses recommandations n'ont aucune valeur contraignante. Théoriquement. Mais la réalité est bien différente.

Sa bureaucratie, dont la composition et le recrutement traduisent les rapports de force au niveau régional, la connexion réticulaire (en réseau) de l'ESCWA de son fonctionnement avec un chapelet d'organismes économiques arabes aboutissent à faire des rapports de cette institution onusienne, un vecteur de propagation de la doxa officielle prescrivant les modalités du développement économique arabe, en résonance avec le discours dominant occidental. Son message subliminal est de ne pas mécontenter les États-Unis d'Amérique.

Ce fait constitue un danger en soi en ce qu'il entrave l'élaboration d'une pensée indépendante, dégageant des solutions originales afin de favoriser un décollage économique du Monde arabe selon ses besoins propres. Une pensée différente de la norme de l'ESCWA.

Sous de titres ronflants, les rapports de l'ESCWA sont en fait une reproduction fidèle -une copie conforme?- des rapports du Fonds Monétaire International (FMI), l'instrument de domination des Etats Unis sur l'économie mondiale, avec laquelle l'institution régionale collabore d'ailleurs à la préparation de son rapport annuel.

Les rapports de l'ESCWA se présentent d'ailleurs comme des formes déguisées de mainmise sur les économies du tiers monde, sous couvert de bonne gouvernance, au prétexte que ces rapports sont objectifs, élaborés à l'abri des influences des États de la région.

L'ESCWA met l'accent notamment sur la nécessité de développer les échanges commerciaux avec l'Union européenne, mais ignore délibérément l'immense marché asiatique et le marché africain.

Aucune mention d'un projet de chemin de fer transarabe reliant Beyrouth à Djeddah via Damas, Amman avec des extensions vers Bagdad, le Koweït et l'Arabie saoudite. Aucune mention non plus d'un projet portant création d'un réseau de transport terrestre.

Les prêts.

L'ESCWA recommande aux banques centrales arabes de ne pas intervenir sur le marché, notamment en luttant contre l'inflation lors de la pandémie du Coronavirus (2020-2021) et du marasme économique qui s'est ensuivi, alors que les Occidentaux ont abondamment fait usage de la planche à billet pour neutraliser «quoi qu'il en coûte», selon l'expression du président français Emmanuel Macron, les effets corrosifs de l'inactivité économique de leurs pays.

Pour le locuteur arabophone, ce lien pour la 2me partie Les préconisations de l'ESCWA pour le Liban [cliquez ICI](#)

III- L'ESCWA, une vision sans vue

Signe des temps, qui illustre la prépondérance pétro monarchique dans la vie économique arabe, l'ESCWA est dirigée par Mme Roula Dashti, une libano-koweïtienne, une binationale dont la nomination a été perçue comme donnant satisfaction aux monarchies du Golfe en même temps qu'un clin d'œil au pays du siège.

Mme Dashti, qui a rang de ministre, s'apprête à publier un rapport sur «Vision du Monde arabe à l'horizon de l'an 2045 ». Ce rapport, publié à l'occasion du centenaire de la fondation de la Ligue Arabe, qui sera célébré en 2045, est co-signé par le Secrétaire général de l'organisation panarabe, M. Ahmad Abou Ghaith (Egypte).

«Vision du Monde arabe à l'horizon de l'an 2045».

Pour réaliser les aspirations du Monde arabe, le rapport préconise six domaines d'action: La sécurité et la tranquillité; La justice; la créativité et l'innovation; la prospérité et le développement durable; la diversité et la vitalité; enfin le renouvellement culturel et civilisationnel.

Ce rapport est le fruit de la contribution de nombreux experts recrutés à grands renforts de dollars.

Ainsi sur le plan de la créativité et de l'innovation, M. Nassif Hitti, éphémère ministre libanais des affaires étrangères, longtemps ambassadeur de la Ligue Arabe à Paris, préconise l'établissement d'un système de pré-alerte destiné à détecter les potentielles crises inter-arabes et de la circonvenir via un «comité de sages».

Mais ce diplomate chevronné semble avoir oublié que les crises internationales sont souvent téléguidées par les grandes puissances en guise de dérivatifs à leurs problèmes internes et que la première mesure de salubrité publique dans le Monde arabe est d'éradiquer la corruption qui y sévit dans de larges strates et qui constitue le meilleur terreau aux ingérences étrangères, de même que la reptation à l'égard des oukazes occidentaux.

Parmi les grandes crises internationales déclenchées en amont par les pays occidentaux citons deux exemples: le bombardement du Soudan par le président Bill Clinton pour détourner l'attention sur le scandale Monica Lewinsky et la destruction de la Libye ordonnée par Nicolas Sarkozy en guise tremplin électoral à sa réélection.

Une autre recommandation de taille qui aurait dû y figurer est l'interdiction totale et absolue aux bédouins pétrodollarisés du Golfe de financer la subversion inter-arabe, comme ce fut le cas du Qatar avec la Libye et la Syrie, lors de la séquence dite du «printemps arabe», et de l'Arabie saoudite et des Émirats Arabes Unis, les deux plus riches états arabes, avec le Yémen, le plus pauvre pays arabe.

Enfin, une recommandation impérative est la renonciation aux bases militaires des pays occidentaux dans les pays arabes (Bahreïn, Qatar, Koweït, Sultanat d'Oman, Abou Dhabi), qui font du Monde arabe la plus importante concentration militaire occidentale hors Otan, et qui entravent son indépendance et sa liberté.

L'ultime recommandation est d'enjoindre à la Ligue Arabe de cesser de servir de caution à toutes les interventions de l'Otan dans le Monde arabe, comme ce fut le cas en Libye, en 2011, hors mandat de l'ONU; en Irak, en 1991, lors de l'invasion du Koweït; ou Pis, d'expulser un membre fondateur de l'organisation pan arabe, artisan de 4 guerres contre Israël, la Syrie, en 2011, décision obtenue à la majorité de pays, -le golfe pétro monarchique les Comores et Djibouti-, sous tutelle occidentale.

Pour mémoire, le Monde arabe a engagé près de trois mille milliards de dollars au titre des dépenses militaires en un demi-siècles sans avoir pu se doter ni d'une capacité de projection de puissance, ni d'une capacité de dissuasion nucléaire, encore moins de la capacité spatiale du renseignement, autant d'attributs de la puissance moderne qui lui font cruellement défaut à l'ère de la société de l'information et de son application militaire, l'info-guerre.

Le système éducatif repose sur le principe statique de la mémorisation, de la déclamation ou de la scansion, bannissant de l'enseignement la docimologie (la science qui apprécie les différents moyens de contrôle des connaissances), le génie kinesthésique (la capacité de se mouvoir d'une manière autonome et de maîtriser l'espace), les capacités parapsychiques (l'intuition et l'intelligence émotionnelle), l'agilité verbale et la logique mathématique.

Une lecture approfondie de ce rapport révèle une grande superficialité et une moins grande

ignorance des problèmes.

Autre proposition: la mise sur pied d'un Haut Conseil chargé de superviser la sécurité informatique, comme si les pays arabes manquaient de comité et de haut comité, alors que cette tâche aurait dû être confiée depuis belle lurette à des ingénieurs informatiques virtuoses du clavier, avertis des chausses trappes de la piraterie informatique et non à des bureaucrates poussifs d'un énième comité bidule.

Ultime exemple, d'une grande originalité: le rapport préconise enfin de produire de l'énergie solaire afin de pallier les ruptures du courant électrique dans les zones rurales.

En conclusion, le rapport recommande «la bonne gouvernance et la transparence».....et nullement la démocratisation de la vie publique du Monde arabe, affligée depuis l'indépendance par l'autoritarisme, l'incompétence, l'imprévoyance et le népotisme.

A l'évidence, le rapport de l'ESCWA rejoindra le cimetière des archives où l'ont précédé de nombreux documents similaires. Mais force est d'admettre que rarement document aura connu titre aussi présomptueux, sans doute pour compenser sa vacuité: «Vision arabe à l'horizon de l'an 2045: Sur la voie de la réalisation de l'espoir, par la réflexion et la raison», conclut Al Akhbar.

Le rapport prospectif de l'ESCWA «Vision arabe à l'horizon de l'an 2045» aurait pu suggérer la promotion de la citoyenneté au détriment du clientélisme, la compétence en substitution au piston et donner ainsi l'illusion qu'il répondait aux préoccupations de larges couches de la population arabe, plutôt que d'égrener des banalités et d'accréditer ainsi l'idée que ce laborieux rapport est le fruit d'experts bénéficiant d'une sur-rémunération enfermés dans une bulle technocratique.

Pour le locuteur arabophone, ce lien 3me partie L'ESCWA; Une vision sans vue

- <https://www.al-akhbar.com/Politics/366711/%D8%B1%D8%A4%D9%8A%D8%A9-%D8%A8%D9%84%D8%A7-%D8%B9%D9%8A%D9%88>

Pour aller plus loin cf ces liens :

L'ESCWA censure un rapport qu'elle a commanditée elle même

- <https://www.madaniya.info/2017/02/05/la-commission-economique-et-sociale-pour-lasie-occidentale-cesao-escwa-en-anglais-censure-un-rapport-quelle-a-commanditee-elle-meme/>
- <https://www.madaniya.info/2017/06/28/l-onu-gangrenee-par-la-censure/>
- <https://www.madaniya.info/2018/02/12/monde-arabe-generation-perdue-de-violence/>

ILLUSTRATION

- https://fr.wikipedia.org/wiki/Commission_%C3%A9conomique_et_sociale_pour_l%27Asie_occidentale

La source originale de cet article est [madaniya.info](https://www.madaniya.info)

Articles Par : **[René Naba](#)**

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca